

LES GRANDS ENJEUX

Comprendre le monde - la société



Affichez ces pages
la compréhension c'est contagieux!

COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES
www.cs3r.org

La richesse au Canada

Un gâteau bien mal partagé!

De toute évidence, le modèle du libre marché fait payer très cher à beaucoup de citoyens les abus et exagérations d'une immense minorité d'acteurs économiques qui, avides de profits faciles ont usé de tous les stratagèmes imaginables pour s'enrichir rapidement. Et face à l'imminence d'une débâcle financière, on s'est empressé de solliciter l'aide des gouvernements et, à travers eux, des contribuables pour éviter que toute l'économie déraile. Ces bouleversements suscitent à juste titre amertume et cynisme chez les honnêtes citoyens qui devront payer le prix fort pour les excès d'une poignée de spéculateurs financiers et autres grands barons des affaires. Ces secousses économiques jettent une lumière crue sur les failles structurelles d'un modèle économique qui s'essouffent et dont les dérèglements continus sèment une inquiétude et insécurité grandissantes se transformant de plus en plus fréquemment en des actes de désespoir et de détresse sociale chez ceux et celles qui en souffrent. Comment expliquer de tels phénomènes dans un contexte économique qu'on disait, jusqu'à tout récemment, très favorable?

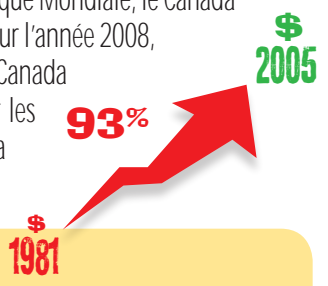
1 UNE LONGUE PÉRIODE DE PROSPÉRITÉ...

L'économie canadienne a connu jusqu'à tout récemment une longue période de prospérité économique. Entre 1981 et 2005, notre économie a cru de 93%. Même tendance pour la productivité de nos entreprises avec plus de 50% d'augmentation de 1975 à 2005. Le taux de chômage a atteint des plateaux historiques. Avec douze années consécutives de surplus budgétaires, le gouvernement fédéral a engrangé plus de 100 milliards \$. Quelle situation idéale, diront les économistes, pour améliorer la qualité de vie des Canadiens et Canadiennes et réduire la pauvreté. Au palmarès de la Banque Mondiale, le Canada s'est classé au quatrième rang des meilleurs endroits au monde pour faire des affaires. Et, pour l'année 2008, la firme de service-conseil en scalité, internationalement reconnue, KPMG, accordait au Canada la deuxième place sur dix pays industrialisés, en matière d'avantages concurrentiels pour les entreprises en raison, notamment, de l'accessibilité de son système de santé public et de la qualité de son système d'éducation. Le Canada, pays de rêve? Ça dépend pour qui!

SAVIEZ-VOUS QUE...

« Après être restée stable pendant la fin des années 1970 et les années 1980, l'inégalité du revenu familial après impôt a augmenté durant les années 1990. Cette augmentation a eu lieu parallèlement à la réduction de la générosité de plusieurs programmes de transfert du revenu, y compris l'assurance-emploi et l'aide sociale (dans certaines provinces). Cela peut représenter un affaiblissement du rôle de redistribution de l'État canadien »

Source: Statistiques Canada, Direction des études analytiques documents de recherche, mai 2007



2 TRAVAILLER PLUS POUR GAGNER MOINS...

Les économistes, chroniqueurs économiques et autres gourous des affaires soutiendront, dur comme fer, que la prospérité économique est la source même de la richesse et du bien-être. C'est vrai! Sauf que... ! Sauf qu'en économie de libre marché, la prospérité est sélective. Elle choisit son monde. À preuve, le salaire réel (l'inflation prise en compte) de la majorité des Canadiens n'a pas bougé, ou si peu, depuis la fin de la décennie 70. La hausse réelle de 60% qu'avaient connus les salariés canadiens entre 1965 et 1979 s'est arrêtée net au seuil de la décennie 80. Même que les salaires des travailleurs au salaire minimum ont subi une perte nette de 20% en trente ans, eux qui touchaient (en dollars constants) 9,14 \$ de l'heure en 1976 ne gagnaient plus, en 2006, que 7,32 \$. Pourtant, si la croissance des salaires avait suivi celle de la productivité, c'est 200 \$ de plus par semaine qu'auraient gagné, en 2005, les travailleurs canadiens ou 10 000 \$ supplémentaires sur une base annuelle. Dans le contexte d'une économie en forte croissance, le « sur place » des salaires moyens réels a profité aux entreprises qui se sont accaparé une part plus importante du PIB (produit intérieur brut), celle des salariés étant réduite d'autant. D'ailleurs, aujourd'hui, les jeunes qui entrent sur le marché du travail touchent, pour un niveau de scolarité équivalent, une rémunération proportionnellement plus faible que celle reçue par leurs parents à leur embauche, tout en ayant payé plus cher leurs frais de scolarité.

3 DES ÉCARTS DE PLUS EN PLUS GRANDS

Au cours des 30 dernières années, le fossé n'a cessé de s'élargir entre les mieux nantis et les plus démunis de la société canadienne. Seuls les Canadiens se trouvant dans le quintile (20%) le plus riche ont tiré profit de la croissance économique. De 1992 à 2004, leur part du revenu disponible est passée de 49,3% à plus de 53%. Les quatre autres quintiles (80%) ont vu leur part de revenu (avant et après impôt) diminuer comparativement à la génération qui les a précédés. En 1976 les revenus moyens des familles avec enfants se situant dans le premier décile des revenus (10% les plus riches) équivalaient à 31 fois les revenus du dernier décile des revenus (10% les plus pauvres). Trente ans plus tard, ce ratio était de 82 fois, soit près du triple. Le déchaînement des inégalités de revenus est en voie de gangrener l'ensemble de la société. La classe moyenne, qui lutte pour sa survie, voit progressivement diminuer sa part de revenu. Si le gâteau de la richesse a pris de l'ampleur par rapport à la génération précédente, ses pointes sont encore plus inégalement réparties.

Voir tableau ci-bas

La citation du mois

« Pour sauver la planète, il faut sortir du capitalisme, en reconstruisant une société où l'économie n'est pas reine mais outil, où la coopération l'emporte sur la compétition, où le bien commun prévaut sur le profit. »

Hervé Kempf, auteur du livre « Pour sauver la planète, sortez du capitalisme, Seuil, 2009 »

Petit lexique

Le Produit Intérieur Brut (PIB)

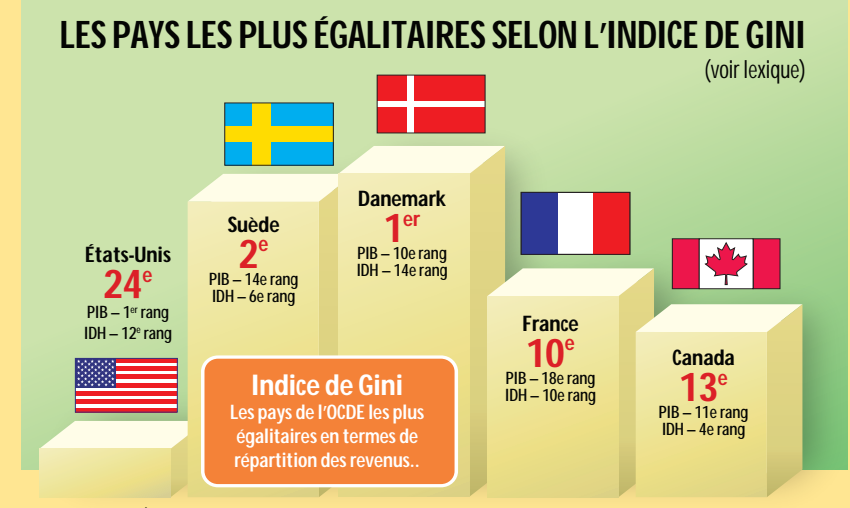
Le PIB est l'indice le plus souvent utilisé par les économistes et les chroniqueurs économiques des grands médias pour mesurer la santé économique d'un pays. On obtient le PIB en additionnant le total de tout ce qui a produit une activité économique en une année dans un pays donné.

L'indice de développement humain (IDH)

L'IDH est l'indice conçu par l'ONU dès 1990 pour avoir un réel aperçu de la croissance tant économique que sociale des différents pays du monde. En plus du PIB (en dollars constants), cet indice prend en compte notamment des données comme l'espérance de vie, l'accès aux soins de santé, et le taux d'alphabétisation.

L'indice de Gini

L'indice de Gini témoigne des inégalités sociales et, combiné au PIB, il donne un aperçu plus exact de la réalité socioéconomique d'un pays donné. Un indice de Gini près de 0 signifie une distribution des biens sans traces d'inégalités sociales, alors qu'un indice plus près de 1, signifie qu'une seule personne possède tous les biens d'un territoire donné.



Source: OCDE 2007, État du monde 2009

